



RECUEIL

DES

ACTES ADMINISTRATIFS

**MISSION DE COORDINATION
INTERMINISTRIELLE**

Délégation de signature ARS

N° Spécial

24 février 2016

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° Spécial MCI du 24 février 2016

Délégation de signature ARS

SOMMAIRE

Arrêté	Date	MISSION DE COORDINATION INTERMINISTERIELLE	Page
MCI n° 2016-07	22.02.2016	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Christophe DEVYS, directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France.	3

MISSION DE COORDINATION INTERMINISTERIELLE

Arrêté MCI n° 2016-07 du 22 février 2016 portant délégation de signature à Monsieur Christophe DEVYS, directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France.

**LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, notamment son article 118 ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé

VU le décret du 7 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Yann JOUNOT, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine ;

VU le décret du 1er juillet 2015 portant nomination de Monsieur Christophe DEVYS en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France à compter du 17 août 2015;

VU le décret du 25 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;

VU l'arrêté MCI 2015-26 du 21 juillet 2015 portant délégation de signature du préfet des Hauts-de-Seine à Monsieur Christophe DEVYS, directeur régional de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;

VU l'arrêté n° DS-2016/017 du 16 février 2016 portant délégation de signature du directeur régional de santé d'Ile-de-France ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation est donnée à Monsieur Christophe DEVYS, directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France, à l'effet de signer au nom du préfet, tous arrêtés, décisions, conventions, actes, documents et correspondances à caractère administratif, ampliations d'arrêtés préfectoraux, préparés par les services placés sous son autorité et relevant de son domaine de compétence, en ce qui concerne les attributions suivantes :

	BASE JURIDIQUE	DESIGNATION DES ACTES
1	Art L 1321-7, R 1321-6 et R 1321-7 du CSP relatif aux eaux destinées à la Consommation humaine	Autorisation de prélèvement d'eau dans le milieu naturel pour la consommation humaine
2	Art L 1321-2-1, R 1321-6 et R 1321-7 du CSP relatif aux eaux destinées à la Consommation humaine	Instauration des périmètres de protection.

3	Art R 1321-15 du CSP relatif aux eaux destinées à la consommation humaine	Détermination des lieux de prélèvement des échantillons pour la vérification de la qualité de l'eau.
4	Art R 1321-16 du CSP relatif aux eaux destinées à la consommation humaine	Demande de modification de programmes d'analyses des échantillons d'eau dans les installations de production et de distribution.
5	Art R 1321-17 et R 1321-18 du CSP relatif aux eaux destinées à la consommation humaine	Demandes d'analyses complémentaires.
6	Art L 1321-9 du CSP relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine	Communication aux maires de données relatives à la qualité de l'eau distribuée
7	Art R 1321-28 et R 1321-29 du CSP relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine	Mise en demeure de mesures préventives dont recommandation de non consommation dans l'attente de résultats complémentaires.
8	Art L 1311-4 du CSP relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine	Exécution immédiate des mesures prescrites par les règlements sanitaires en cas d'urgence, notamment de danger ponctuel imminent pour la santé publique.
9	Art L 1331-25 à 28-1 du CSP Art L 1416 du CSP Décret n° 2006-672 du 6 juin 2006	<ul style="list-style-type: none"> - Information des propriétaires, usufruitiers, usagers et occupants d'immeubles déclarés insalubres de la tenue des réunions du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) et notification des extraits de délibérations du CODERST relatifs aux déclarations d'insalubrité et des arrêtés d'interdiction d'habiter. - Mise en demeure de faire cesser un danger imminent et constatation du respect de cette mise en demeure (article L.1331-26-1). - Arrêté de déclaration d'insalubrité, interdiction d'habiter, prescription de travaux. - Notification et publication aux hypothèques au frais du propriétaire.
10		
11		
12		
13	Art L1331-28 -3 du CSP	Arrêté prononçant la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité et de l'interdiction d'utiliser les lieux

14	Art L 1331-22 du CSP	Mise en demeure concernant la mise à disposition aux fins d'habitation de caves, sous-sols, combles et pièces dépourvues d'ouverture sur l'extérieur.
15	Art L1334-1 à L1334-6 du CSP	- Prescription au directeur de SCHS de réaliser l'enquête environnementale
16		- Prescription au directeur de SCHS de réaliser un diagnostic
17		- Prescription de mesures de réduction du risque
18		- Notification de travaux palliatifs et mise en demeure de réponse
19	Art L 1312-1 du CSP,	Habilitation des techniciens sanitaires Départementaux et communaux
20	Art R1334-14 à R1334-29 et R1337-2 à R1337-5 du CSP	Contrôle de l'existence du dossier technique obligatoire d'amiante (Etablissement recevant du public et parties communes des immeubles), et le cas échéant, de la réalisation de diagnostic, des travaux de confinement et de retrait d'amiante.
21	Art L 1332-2, 1332-4 du CSP Décret n°2006-676 du 8 juin 2006	- Contrôle du respect des normes d'hygiène et de sécurité applicables aux piscines et baignades aménagées
22		- Mise en demeure de satisfaire aux dispositions du CSP
23		- Fermeture totale ou partielle suite au constat de non respect des conditions d'hygiène et de sécurité en cours d'exploitation et hors période d'exploitation
24	Arrêté du 30 octobre 1987 modifié du Ministre de l'équipement du logement, de l'aménagement du territoire et des Transports.	Autorisation d'équiper certains véhicules de dispositif lumineux spéciaux.
25	Art R 1311-2 du code de la santé publique	Enregistrement des déclarations de l'activité de tatouage par effraction cutanée, y compris la technique du maquillage permanent et le perçage corporel.
26	Art 57 de la loi n°2002-303 du 4 mars 2003 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé	Enregistrement des diplômes de psychologue
27	Art 45 de la loi n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable	Convention relative à l'application de l'article 45 (taux de TVA réduit pour les investissements dans le secteur médico-social)

28	Art R.6211-1 à R. 6211-14 du CSP	Autorisation de fonctionnement des laboratoires de biologie médicale et leur retrait
29	Art. R. 6212-2 à R. 6212-7 du CSP	Inscription sur la liste des sociétés civiles professionnelles exploitant des laboratoires de biologie médicale et radiation
30	Art. R. 6212-75 et suivants du CSP	Agrément des sociétés d'exercice libéral exploitant des laboratoires de biologie médicale et leur retrait

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général de l'agence régionale de la santé, la délégation consentie à l'article 1 sera exercée par Madame Annick GELLIOT, déléguée territoriale de l'agence régionale de santé pour le département des Hauts-de-Seine, et Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint par intérim.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général de l'agence régionale de santé, de la déléguée territoriale et du délégué territorial adjoint, la délégation de signature sera exercée par les agents ci-après désignés dans les matières suivantes :

Points 1 à 23 et 25 pour tout ce qui concerne la partie du Pôle Veille et Sécurité Sanitaire

- Monsieur Jean-Frédéric WESTPHAL, responsable du Pôle Veille et Sécurité Sanitaire,
- Madame Morgane FAURE, ingénieur du génie sanitaire,
- Monsieur Christophe HUE, cadre de santé,
- Madame Maya MADIOUNI, ingénieur d'études sanitaires,
- Monsieur Djibril TOURE, Ingénieur d'études sanitaires,
- Madame Clémence BEAUMONT, ingénieur d'études sanitaires,
- Madame Marjorie BROU, ingénieur d'études sanitaires

Points 24, 26 et 28 pour tout ce qui concerne la partie du Département Offre Ambulatoire

- Madame Nelly BOUSSYGUINE, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale, responsable de Service, Département Offre Ambulatoire
- Madame Béatrice SERRECHIA, docteur
- Monsieur Jean-Philippe DRILLAT, inspecteur de l'action sanitaire et sociale

ARTICLE 4 : Sont exclus de la présente délégation les actes visés en annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Délégation est donnée à Monsieur Christophe DEVYS, directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France, pour signer tous mémoires en défense en matière de référé administratif (art L 521-1 et 521-2 du code de justice administrative) et pour assurer la représentation du préfet.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général de l'agence régionale de la santé, délégation est donnée à Madame Annick GELLIOT, déléguée territoriale de l'agence régionale de santé pour le département des Hauts-de-Seine, et Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint par intérim, pour signer tous mémoires en défense en matière de référé administratif (art L 521-1 et 521-2 du code de justice administrative) et pour assurer la représentation du préfet.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DEVYS,

directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France la délégation de signature consentie au titre des points 28 à 30 est donnée à Monsieur Jean-Pierre ROBELET, directeur général adjoint.

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Christophe DEVYS et de M. Jean-Pierre ROBELET, la délégation consentie à l'article 7 au titre des points 28 à 30 est donnée à :

- Mme Anne-Marie ARMANTERAS DE SAXCE, directrice de l'offre de soins et médico-sociale ;
- M. Laurent CASTRA, directeur de la santé publique.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Christophe DEVYS, de M. Jean-Pierre ROBELET, de Mme Anne-Marie ARMANTERAS DE SAXCE et de M. Laurent CASTRA, cette délégation est donnée à :

- M. Pierre OUANHNON, directeur du pôle ambulatoire et services aux professionnels de santé ;
- Mme Nadine WEISSLEIB, directrice du pôle veille et sécurité sanitaire ;
- M. Julien GALLI, responsable du service des laboratoires de biologie médicale ;
- Mme Isabelle JAYET, conseillère biologie médicale et pharmacies.

ARTICLE 9 : L'arrêté MCI n°2015-26 du 21 juillet 2015 est abrogé et toutes les dispositions antérieures à celles du présent arrêté sont abrogées.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Nanterre, le 22 février 2016

Le préfet des Hauts-de-Seine

Yann JOUNOT

ANNEXE
ACTES EXCLUS DE LA DELEGATION DE SIGNATURE

- Mémoires en défense en matière de recours pour excès de pouvoir, sauf lorsqu'ils se bornent à confirmer ou développer les conclusions de précédents mémoires relatifs aux mêmes affaires,
- Mémoires en déclinatoire de compétence en matière de conflit d'attribution, Arrêtés élevant le conflit d'attribution,
- Requêtes devant le tribunal administratif concernant les instances de l'Etat
- Arrêtés d'hospitalisation sans consentement (hospitalisation d'office, abrogation), article L 321.3-1 à 3213-10 du code de la santé publique,
- Arrêté désignant les membres du comité départemental de l'aide médicale urgente et de la permanence des soins
- Demande de prise de mesures correctives pour rétablir la qualité de l'eau, après mise en oeuvre des articles R ;1321-26 et R1321-27, ou en cas de dépassement de références de qualité ou en cas de risque grave causé par une installation intérieure.
- Demande d'interruption ou de restriction de la distribution de l'eau
- Dérogation aux limites de qualité de l'eau utilisée pour la production d'eau alimentaire
- Injonction à toute personne mettant à disposition des locaux ou installations présentant un danger pour la santé ou la sécurité de leurs occupants (art L 1331-24 du CSP)
- Mise en demeure de faire cesser une situation de sur occupation de locaux d'habitation (art L 1331-23 du CSP)
- Exécution d'office de mesures destinées à écarter un danger imminent (art L.1331-26-1 du CSP)
- Evacuation d'office d'un immeuble et réalisation d'office des mesures rendant impossible son accès (article L1331-28-I du CSP)
- Action aux fins d'expulsion aux frais du propriétaire ayant satisfait ses obligations d'offre de relogement (article L.1331-28-2-III)
- Article 1331-29 du CSP : action du préfet à défaut du maire pour la réalisation d'office des mesures nécessaires
- Exécution de travaux palliatifs plomb (articles L.1334-2, L.1334-3 du CSP)

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

ISSN 0985 - 5955

Pour toute correspondance, s'adresser à :

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction des Affaires Juridiques et de l'Administration Locale
Cellule CRD – DA - RAA

167/177, Avenue Joliot Curie
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr>

Directeur de la publication :

Thierry BONNIER

SECRETAIRE GENERAL

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex

Courriel : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

Standard : **01.40.97.20.00** Télécopie **01.40.97.25.21.21**

Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr>